

# Royaume-Uni

Au quatrième trimestre 2024, la croissance britannique est restée modeste (+0,1 % ; ► **figure 1**), confirmant le ralentissement observé depuis mi-2024. Cette quasi-stagnation s'explique principalement par une demande intérieure atone, dont la contribution au PIB est nulle sur le trimestre. La consommation des ménages n'a pas progressé, l'investissement des entreprises a diminué (-3,2 %) et l'investissement résidentiel a faiblement rebondi (+0,6 % après -2,1 % au troisième trimestre). La demande intérieure a toutefois bénéficié du soutien public, la consommation et l'investissement publics ayant progressé respectivement de +0,6 % et +3,9 % sur le trimestre. Les exportations ont reculé pour le troisième trimestre consécutif (-2,5 %), tandis que les importations ont augmenté (+2,1 %), entraînant une contribution nettement négative du commerce extérieur à la croissance du PIB (-1,4 point), globalement compensée par un mouvement de stockage (+1,5 point).

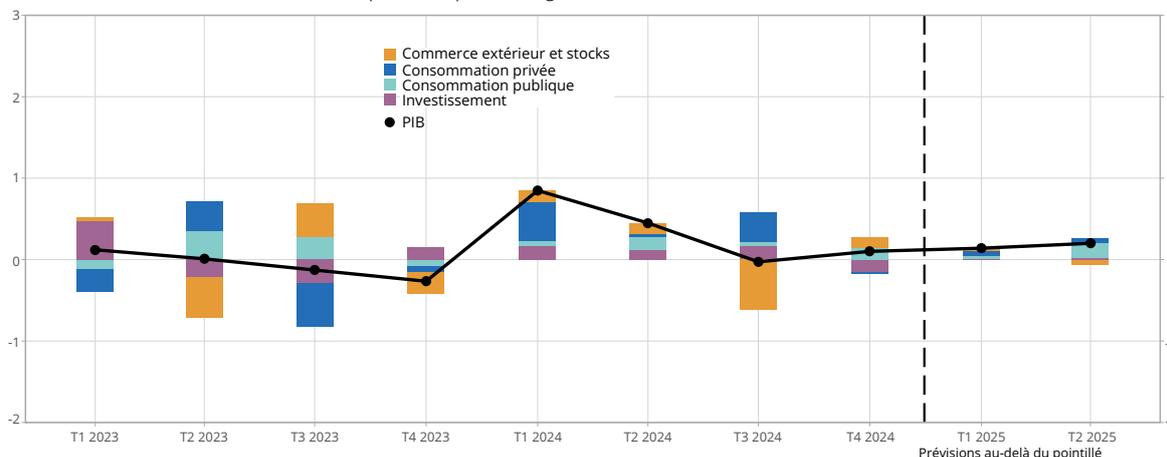
Pour le premier trimestre 2025, les indicateurs d'activité issus des enquêtes auprès des entreprises de la *Confederation of British Industry* (CBI) comme la confiance des ménages sont en berne en janvier et ne rebondissent que légèrement en février, reflétant les inquiétudes quant à l'avenir économique (► **figure 2**). De même, en février, les indices PMI dans l'industrie manufacturière et composite fléchissent (respectivement 46,9 et 50,5). Les entreprises interrogées attribuent le ralentissement de l'activité aux taux d'intérêt élevés, à l'incertitude économique et à la baisse de confiance induite par le budget d'automne. Ainsi, sur la première partie de l'année, l'activité progresserait de +0,1 % au premier trimestre et de +0,2 % au deuxième.

L'inflation a connu une hausse notable en janvier (+3,0 % après +2,5 % en décembre), notamment du fait de la hausse des prix dans le transport et de l'application de la TVA sur les écoles privées prévue par le budget d'automne. Elle continuerait d'augmenter jusqu'à 3,7 % au deuxième trimestre. D'une part, les prix de l'énergie repartiraient à la hausse dans le cadre de l'augmentation des plafonds tarifaires prévue par l'autorité de régulation (*Ofgem*). D'autre part, l'inflation sous-jacente, qui atteint +3,7 % sur un an en janvier, se maintiendrait à ce niveau, soutenue par la nouvelle revalorisation du salaire minimum (+6,7 %) et le relèvement des cotisations patronales prévues en avril.

La croissance de l'emploi serait morose (+0,1 % sur le premier trimestre et nulle sur le second), dans le sillage de l'activité. En conséquence, malgré des salaires toujours dynamiques (la croissance des salaires annuels hors primes a atteint +5,9 % en décembre), le pouvoir d'achat des ménages stagnerait au premier trimestre 2025 avant de reculer au printemps (-0,2 %), et la consommation privée resterait atone (+0,1 % par trimestre). L'investissement des entreprises continuerait de se contracter (-0,3 % par trimestre), dans un contexte de marges dégradées. À l'inverse, l'amorce de décrue des taux d'intérêt favoriserait le redressement de l'investissement résidentiel comme le suggère l'amélioration des mises en chantiers passées. Le principal soutien à l'activité resterait la demande publique qui accélérerait au deuxième trimestre avec l'entrée en vigueur du nouveau budget.

## ► 1. L'activité britannique resterait atone au 1<sup>er</sup> semestre 2025

(variation trimestrielle du PIB en %, contributions en points de pourcentage)



**Dernier point** : deuxième trimestre 2025 (prévision à partir du premier trimestre 2025).

**Lecture** : au quatrième trimestre 2024, le PIB a progressé de 0,1 % et l'investissement a contribué pour -0,2 point à cette évolution.

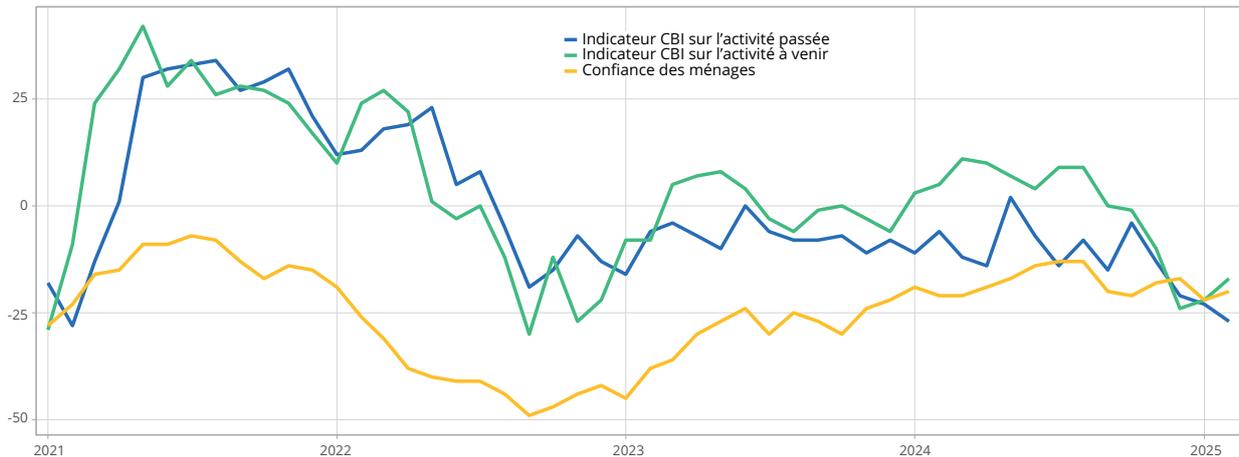
**Source** : ONS, calculs Insee.

Du côté du commerce extérieur, le Royaume-Uni continuerait de perdre des parts de marché : les exportations progresseraient moins rapidement que la demande mondiale lui étant adressée, tandis que les importations seraient faiblement soutenues par la demande intérieure. Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait nulle au premier semestre 2025.

L'acquis de croissance pour 2025 à mi-année serait de +0,5 %, après une croissance annuelle de +0,9 % en 2024. ●

## ► 2. Les indicateurs conjoncturels sont mal orientés

(en niveau)



**Dernier point :** février 2025.

**Note :** l'indicateur d'activité du CBI est issu d'une enquête mensuelle auprès des industriels au Royaume-Uni sur leur activité passée et à venir. L'indice de confiance des ménages est construit par l'institut GfK à partir des réponses des ménages aux questions de l'enquête de conjoncture relatives à leur situation financière au cours des 12 derniers mois et celle anticipée pour l'année à venir.

**Lecture :** en février 2025, l'indicateur CBI sur l'activité à venir est de -17 et l'indice de confiance des ménages est également de -20.

**Source :** Confederation of British Industry (CBI), GfK.